

requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la "Municipalité de la partie ouest du canton de Suffolk" en municipalité distincte et séparée de la municipalité des cantons-unis de Suffolk et Addington".

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité séparée, dans la première division du comté de Labelle, sous le nom de "Municipalité de la partie ouest du canton de Suffolk", est détaché de la municipalité des cantons-unis de Suffolk et Addington, et ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel du canton de Suffolk, sont les suivantes, savoir :

A l'ouest : les cantons de Ripon et de Hartwell ;

Au nord : le canton d'Addington et les lots numéros quinze, seize, dix-sept (15, 16, 17) du premier rang dudit canton de Suffolk ;

A l'est : le lot numéro treize (13), dans chacun des quatrième, cinquième, sixième et septième rangs, le lot numéro quinze (15) des premier, deuxième et troisième rangs et le lot numéro dix-sept (17) dans le rang lettre A, tous du canton de Suffolk ;

Au sud, la seigneurie de la Petite-Nation ; sera détaché de la municipalité des cantons unis de Suffolk et Addington et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de la "Municipalité de la partie ouest du canton de Suffolk", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce HUITIÈME jour de JUILLET, en l'année mil neuf cent vingt de l'ère chrétienne et de Notre règne la onzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2623

C.-J. SIMARD.

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

presented to Us for the erection of the municipality of the West part of the township of Suffolk as a municipality and separate distinct from the municipality of the united townships of Suffolk and Addington ;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory to be erected into a distinct municipality in the first division of the county of Labelle, under the name of "Municipality of the West part of the township of Suffolk" is detached from the municipality of the united townships of Suffolk and Addington and its boundaries, with reference to the official cadastre of the township of Suffolk, are as follows :

On the west : the townships of Rippon and Hartwell ;

On the north : the township of Addington and the lots numbers fifteen, sixteen, seventeen (15, 16, 17) of the first range of the said township of Suffolk ;

On the east : the lot number thirteen (13) in each of the fourth, fifth, sixth, and seventh ranges, the lot number fifteen (15) of the first, second and third ranges and the lot number seventeen (17) in the range letter A, all of the township of Suffolk ;

On the south : the seigniorie of Petite-Nation, shall be detached from the municipality of the united townships of Suffolk and Addington and shall henceforth form a separate municipality under the name of the municipality of the west part of the township of Suffolk.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this EIGHTH day of JULY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty, and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

2624

C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

## PROCLAMATION

J.-A. HUDON, }  
*Assistant-Procureur- } ATTENDU qu'une*  
*Général-suppléant. } tions du code municipal*  
 de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi :

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire situé dans la municipalité de la partie sud du canton de Hull, dans le comté de Hull, Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village :

ATTENDU qu'il nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie :

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan original fait suivant les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du code civil à cet égard, a été approuvé par Notre Ministre des Terres et Forêts :

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection des municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection du village de Deschênes :

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire—dans le comté de Hull—à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "La municipalité du village de Deschênes", est détaché de la municipalité de la partie sud du canton de Hull et est formé de tous les lots du cadastre officiel du canton de Hull,—dans le premier rang,—renfermés dans les parties des lots primitifs numéros quinze et seize (15 et 16) situées au sud du droit de voie du "Hull Electric Railway", sera détaché de la municipalité de la partie sud du canton de Hull, et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Deschênes", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre

## PROCLAMATION

J.-A. HUDON, }  
*Acting Deputy- } WHEREAS in and*  
*Attorney-General. } by virtue of the*  
 provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexion, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexion to a municipality is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described and situated in the municipality of the South part of the township of Hull in the county of Hull, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality;

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference thereto, has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with and that, in consequence, We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the village of Deschênes ;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory—in the county of Hull—to be erected as a distinct municipality under the name of "the municipality of the village of Deschênes" is detached from the municipality of the south part of the township of Hull and is formed by all the lots of the official cadastre of the township of Hull—in the first range—included in the parts of the primitive lots numbers fifteen and sixteen (15 and 16) situate on the south of the right of way of the Hull Electric Railway, shall be detached from the municipality of the south part of the township of Hull, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the municipality of the village of Deschênes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of

province de Québec. **TÉMOIN** : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'hôtel du gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce HUITIÈME jour de JUILLET, en l'année mil neuf cent vingt de l'ère chrétienne et de Notre règne la onzième année.

Par ordre,  
Le sous-secrétaire de la province,  
**C.-J. SIMARD.**

2625

Quebec, to be hereunto affixed. **WITNESS** : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable **SIR CHARLES FITZPATRICK**, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this EIGHTH day of JULY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty, and in the eleventh year of Our Reign.

By command,  
**C.-J. SIMARD,**  
Assistant Provincial Secretary.

2626

### Lettres patentes

#### "L.-J. Levasseur, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trentième jour de juin 1920, constituant en corporation : Louis-Jos. Levasseur, Hector Levasseur, Emile Levasseur, Raoul Levasseur, marchands ; Joseph-A. Malenfant, employé de banque, tous du village de Saint-Jérôme-de-Matane, dans le district de Rimouski.

Faire le commerce général de marchandises sèches, épiceries, ferronneries, provisions, grain, farine, foin, charbon, en gros et en détail ;

Acheter, vendre, emprunter, donner des garanties et en recevoir, hypothéquer tout ou partie des propriétés de la compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement les propriétés ou le commerce de toute personne ou compagnie faisant un commerce semblable à celui fait par eux, et généralement faire toutes affaires, transaction se rapportant à leur commerce, sous le nom de "L.-J. Levasseur, Limitée", avec un capital total de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre-vingt (80) actions de cinq cents piastres (\$500.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Jérôme-de-Matane, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de juin 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
**2621 C.-J. SIMARD.**

### Letters patent

#### "L.-J. Levasseur, Limitée".

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1920, incorporating : Louis-Joseph Levasseur, Hector Levasseur, Emile Levasseur, Raoul Levasseur, merchants ; Joseph-A. Malenfant, bank clerk, all of the village of Saint-Jérôme-de-Matane, in the district of Rimouski, for the following purposes :

To carry on a general business in dry goods, groceries, ironware, provisions, grain, flour, hay, eal either by wholesale or retail ;

To buy, sell, borrow, give or receive security, hypothecate all or part of the Company's property ;

To acquire by purchase, lease or otherwise the properties or business of any person or company carrying on a trade similar to their own, and generally to do all matters, transactions relating to their business under the name of "L.-J. Levasseur, Limitée", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into eighty (80) shares of five hundred (\$500.00) dollars each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme-de-Matane, in the district of Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of June, 1920.

**C.-J. SIMARD,**  
Assistant Provincial Secretary.

2622

### Compagnie dissoute

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée générale des actionnaires de "Carrier, Limitée", tenue au siège social de la compagnie à Lévis, à trois heures de l'après-midi, le 28 juin dix-neuf cent vingt, il a été passé une résolution unanime par laquelle il est décidé que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement et que la compagnie sera dissoute.

Lévis, ce vingt-neuf juin 1920.

Le liquidateur,  
**2627 RAOUL GRAVEL.**

### Company dissolved

Notice is hereby given that at a general meeting of the shareholders of "Carrier, Limitée", held at the place of business of the company at Lévis, at three o'clock in the afternoon, on the 28th June, nineteen hundred and twenty, a resolution was passed unanimously by which it was decided that the business of the company be voluntarily liquidated and the company dissolved.

Lévis, this twenty ninth day of June, 1920.

**RAOUL GRAVEL,**  
Liquidator.

2628